

Initiative internationale visant à arrêter la guerre en Syrie

Oui à la démocratie, non à l'intervention étrangère!

Nous, soussignés, qui faisons partie d'une société civile internationale de plus en plus préoccupée par l'effusion de sang terrible du peuple syrien, nous soutenons une initiative politique fondée sur les résultats d'une mission de recherche d'éléments factuels que certains de nos collègues ont engagée à Beyrouth et à Damas en septembre 2012. Cette initiative consiste à faire appel à une délégation de personnalités de haut niveau ayant des renommées internationales pour se rendre en Syrie afin de discuter de la situation actuelle avec les principaux acteurs politiques et ouvrir la voie à une solution politique négociée du conflit armé en Syrie, qui menace gravement la paix du monde et de l'existence de la Syrie en tant que nation indépendante et souveraine.

Dans cette perspective, nous soutenons pleinement la déclaration suivante :

Tous les yeux sont actuellement braqués sur la guerre qui se déroule en Syrie et qui noie son peuple dans le sang. Nous sommes très préoccupés, pas seulement parce que le conflit a acquis une dangereuse dimension géopolitique. Le mouvement légitime, et au départ pacifique, du peuple syrien pour les droits démocratiques - à l'instar de leurs frères arabes - menace de dégénérer en une guerre civile sectaire avec une participation régionale et internationale massive.

Nous sommes conscients qu'aucune partie ne peut gagner une telle guerre d'usure dans un proche avenir, tant que la résistance des peuples syrien et arabe contre la domination occidentale et israélienne ainsi que contre les dictatures régionales est menacée et pourrait même éventuellement être détruite.

Afin de sauvegarder ces acquis et de poursuivre la lutte pour la démocratie, la justice sociale et l'autodétermination du peuple, une solution politique du conflit au moyen d'un règlement négocié est indispensable. C'est seulement de cette manière que le sectarisme religieux peut être freiné, que l'intervention étrangère peut être évitée et que le mouvement de masse démocratique pourra prévaloir.

C'est pourquoi nous prenons l'initiative de favoriser une solution politique pour mettre fin à l'effusion de sang sur les critères suivants :

1. Nous soutenons pleinement le début d'un processus politique qui devrait commencer par des négociations et un cessez-le-feu. Cela devrait aller de pair avec un processus de désescalade et la démilitarisation qui permettra au peuple syrien de recevoir l'aide dont ils ont un besoin urgent, et d'exprimer leur volonté pacifiquement, et par la suite dans les urnes.
2. Étant donné que toute solution doit être fondée sur la volonté souveraine du peuple syrien, nous rejetons catégoriquement toute forme d'intervention militaire, d'où qu'elle vienne.
3. Respecter le droit souverain à l'autodétermination implique le respect des droits démocratiques et sociaux de la grande majorité de la population. Par conséquent, aucune force politique majeure ne devrait être exclue a priori. Un règlement durable et pacifique du conflit doit être fondé sur un processus constitutionnel qui permette des élections libres, organisées par un gouvernement de transition à la suite des négociations.
4. Puisque le conflit a connu une instrumentalisation croissante des affiliations sectaires, ce qui entrave l'unification politique du peuple sur une base démocratique, nous soutenons toutes les initiatives et tendances au sein des forces politiques et militaires existantes qui défendent la tolérance interconfessionnelle, sur la base de droits égaux pour tous les citoyens.

En signant cette déclaration, nous donnons notre plein appui à la délégation internationale qui se rendra en Syrie au début de l'année 2013, et nous espérons que cette initiative apportera une contribution significative à la paix dans la région."